

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18597 - 72ÈME ANNÉE

Appel à la grève le 2 janvier contre la précarité et pour l'amélioration des conditions de travail

À la veille de l'arrivée de French Blue, crise sociale à Air Austral



l'échec. La Réunion a aussi vu l'échec d'Air Bourbon qui a laissé sur le tarmac des milliers de passagers du jour au lendemain. Mais depuis la faillite d'Air Lib, Air Austral avait réussi à développer des liaisons long-courrier vers la France, l'Asie et l'Océanie. Elle était même partenaire d'Airbus pour inaugurer une nouvelle étape de la démocratisation du transport aérien, grâce à l'utilisation d'Airbus A380 capables de transporter plus de 800 passagers par vol, et exploités par une compagnie low-cost filiale d'Air Austral. Si cette orientation avait été suivie, les Airbus A380 seraient déjà utilisés par des voyageurs qui bénéficieraient d'un billet d'avion 30 % moins cher toute l'année sans subvention. Elle aurait surtout permis à Air Austral d'avoir des perspectives plus favorables qu'aujourd'hui.

Concurrence et hausse du prix du pétrole

Lorsque Didier Robert s'est octroyé la présidence d'Air Austral, il a mis la politique de cette compagnie en cohérence avec les mesures clientélistes qu'il a utilisées pour se construire une popularité. Le prix a été l'abandon de l'A380. Mais l'idée du low-cost sur le long-courrier a continué à faire son chemin. Et ces compagnies débarquent dans les départements d'outre-mer. Aux Antilles, Norwegian s'installe en permettant des vols vers l'Amérique du Nord. À La Réunion, French Blue arrive avec dans ses bagages l'Airbus A350 qui est la promesse de

Paul Vergès et Gérard Ethève avaient fait d'Air Austral un fleuron de l'économie réunionnaise et avaient donné des perspectives de développement avec le projet de l'Airbus A380 qui aurait permis à la compagnie réunionnaise d'avoir les moyens de faire face à la concurrence inéluctable des compagnies low-cost. Le projet a été abandonné par la nouvelle direction, et la compagnie low-cost French Blue arrive bientôt. La situation sociale s'est tendue, et les salariés de la compagnie ont lancé un préavis de grève pour le 2 janvier.

Sur les lignes reliant l'outre-mer à la France, l'arrivée de nouvelles compagnies à la suite de la fin du monopole d'Air France n'a pas été un fleuve tranquille. Elle a été marquée par des faillites retentissantes, notamment AOM-Air Liberté sauvée au dernier moment par sa transformation en Air Lib, ce qui repoussa de quelques mois

prix moins chers pour la liaison vers la France. C'est une concurrence frontale pour Air Austral, tandis que Corsair s'appête à défier la compagnie réunionnaise sur la liaison entre La Réunion et Mayotte.

À cette menace s'ajoute l'augmentation du prix du pétrole, et la dépréciation de l'euro face au dollar. La conjoncture économique est donc bien moins favorable que celle qui a permis à Air Austral de dégager quelques bénéfices ces dernières années. Aussi, il n'est guère étonnant que les relations sociales soient tendues. Cela a obligé des travailleurs à lancer un préavis de grève pour le 2 janvier.

Relative discrétion dans les médias

Force est de constater que depuis que l'ancienne direction d'Air Austral a été renvoyée quelque temps après que Didier Robert se soit octroyé la présidence de la compagnie, la vie sociale n'est pas un fleuve tranquille. Sous la direction

de Gérard Ethève et la présidence de Paul Vergès, la situation sociale était bien plus apaisée. Les conditions économiques étaient pourtant plus difficiles car le prix du baril de pétrole flirtait avec les 100 dollars quand il ne le dépassait pas. Mais la compagnie avait des perspectives de développement. Force est de constater qu'à l'époque, les moindres faits concernant Air Austral étaient systématiquement montés en épingle dans les médias. On avait même vu le lancement d'une grève de quelques salariés en direct dans le journal télévisé du soir de Réunion Première. Maintenant, ce n'est plus le cas.

Conséquence de l'éviction de l'ancienne direction

Aujourd'hui, le nombre de travailleurs concernés par le mouvement sera sans doute bien plus important. Les revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail sur la ligne de

Mayotte, et sur l'embauche définitive de 35 personnels navigants commerciaux actuellement en contrat précaire. Pour des travailleurs fiers de leur entreprise, la priorité est la sécurité des passagers. La direction actuelle d'Air Austral est prête mettre en place « tous les moyens nécessaires pour en minimiser les impacts et garantir le transport de ses passagers dans les meilleures conditions possibles ». Ira-t-elle jusqu'à affréter des avions de compagnies étrangères pour étouffer le mouvement plutôt que de donner satisfaction aux revendications des travailleurs ?

À la veille de l'arrivée de French Blue, c'est la crise sociale à Air Austral. Et tous ceux qui ont soutenu l'éviction de l'ancienne direction réunionnaise de la compagnie peuvent mesurer les dégâts de cette décision.

M.M.

Sous l'égide du gouvernement syrien, de la Russie et de la Turquie

Cessez-le-feu en Syrie

La guerre civile en Syrie va cesser. C'est la décision actée sous l'égide du gouvernement syrien, de la Russie et de la Turquie. Le conflit sera désormais limité à un affrontement avec un seul ennemi, les Djihadistes. Les États-Unis et leurs alliés occidentaux sont restés totalement à l'écart de cette réussite de la négociation.

Un accord de cessez-le-feu a été conclu entre le régime de Damas et l'opposition syrienne sous l'égide de Moscou et Ankara. L'armée syrienne a annoncé jeudi "un arrêt total des opérations militaires" qui doit entrer en vigueur à minuit.

Le cessez-le-feu exclut toutefois les

djihadistes du groupe Etat islamique (EI), ainsi que ceux du Front al-Nosra, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda rebaptisée Fateh al-Cham, selon le communiqué de l'armée syrienne.

Au total, sept groupes rebelles, dont le puissant Ahrar al-Cham, comptant 62'000 rebelles armés ont signé l'accord. La Coalition nationale syrienne, principale formation de l'opposition en exil, a confirmé jeudi son soutien au cessez-le-feu.

Annnonce simultanée par Damas, Moscou et Ankara

L'information a également été annoncée par le président russe Vladimir Poutine et le ministre turc des Affaires étrangères. Moscou et Ankara se portent garants du cessez-

le-feu, a précisé la Turquie.

"Trois documents ont été signés: le premier est entre le gouvernement syrien et l'opposition armée sur le cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire syrien", a déclaré Vladimir Poutine, en précisant que le deuxième portait sur la mise en place de mesures visant à contrôler le respect de la trêve.

"Le troisième document est une déclaration de la volonté (des parties au conflit, ndlr) de lancer des négociations de paix sur le règlement syrien", a souligné le président russe. Vladimir Poutine a par ailleurs annoncé une "réduction" de la présence militaire russe en Syrie.

Edito

En pleine crise de la canne à sucre, démission du dirigeant du principal syndicat

Jean-Yves Minatchy a annoncé sa démission de la présidence de la CGPER. Dans le « JIR » d'hier, un article a donné une interprétation. Hier sur Antenne Réunion, le syndicaliste s'est érigé en faux face à ces informations, et a donné son explication : sa démission était prévue depuis plusieurs mois.

Cette décision survient alors que la canne à sucre est en train de vivre la plus grave crise de son histoire. La fin des quotas sucriers en 2017 interroge sur la capacité de la filière à pouvoir continuer à survivre dans sa structure actuelle. Le pouvoir de décision est entre les mains d'une coopérative de planteurs de betteraves, propriétaire des deux dernières usines sucrières. Et ce dernier a affirmé en 2014 devant une commission de députés que s'il n'a pas la certitude de vendre son sucre, alors il n'achètera pas les cannes des planteurs.

C'est dans ce contexte qu'un an plus tard, une nouvelle Convention canne a été signée pour la période 2015-2021. Sa particularité est de fixer le prix de la canne que pour les campagnes sucrières 2015 et 2016. Pour celle de l'année prochaine et les suivantes, tout est renvoyé à des discussions qui ne se sont pas encore conclues. Autrement dit, rien n'est acquis.

De plus, si le gouvernement a annoncé que l'Union européenne avait donné son accord au versement d'une aide annuelle supplémentaire de 38 millions d'euros pour tout l'outre-mer, cette subvention devra faire l'objet de discussions chaque année afin qu'elle soit inscrite dans le budget de l'État. Dans ces conditions, l'idée d'un prix de la canne fixé cette année pour la période 2017-2021 s'éloigne.

La lutte est donc loin d'être terminée. C'est pourquoi la démission du président de la CGPER interpelle, car elle intervient en pleine bataille et que la filière canne-sucre est loin d'être sauvée.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Vrai ou faux ? Salim Lamrani décortique les clichés sur Castro -2-

Les Cubains condamnés à la misère ?

De nombreuses personnes à travers le monde, à commencer par des millions de Cubains, ont salué la mémoire de Fidel Castro. Mais le décès du révolutionnaire a aussi été l'occasion de ressortir des éléments de la propagande contre Cuba. Investigation.net a soumis, Salim Lamrani, Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis, un petit questionnaire vrai ou faux.

Fidel Castro avait une fortune personnelle estimée à 900 millions de dollars.

Salim Lamrani - L'estimation a été donnée par le magazine Forbes qui a avoué avoir arbitrairement décidé

d'accorder une partie du PIB cubain à Fidel Castro. Le chiffre n'est donc pas crédible. D'ailleurs, tous les observateurs et toutes les personnalités étrangères qui ont eu le privilège de rencontrer Fidel Castro ont tous été frappés par les condi-

tions de vie austères que s'imposait le leader de la Révolution cubaine. Il en est de même pour tous les cadres ayant un poste à responsabilité.

(à suivre)

Israël se déchaîne contre le Sénégal

Les colonialistes au pouvoir en Israël n'ont pas apprécié l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution condamnant leurs exactions. L'attention des médias s'est focalisée sur les propos tenus par des dirigeants israéliens à l'encontre des États-Unis et de la France. Mais loin des micros, Tel-Aviv utilise des mesures de représailles bien plus graves. Le Sénégal est un exemple :

«Suite au vote du Sénégal en faveur de la résolution 2334 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 23 décembre 2016 sur les colonies de peuplement israélien en territoire palestinien occupé, le Gouvernement du Sénégal a reçu, le mardi 27 décembre 2016, la notification officielle des mesures par lesquelles le Gouvernement israélien», informe un communiqué du ministère des Affaires étrangères du Sénégal. Israël a notifié au Sénégal le rappel pour consultation de son ambassa-

teur au Sénégal, l'annulation de la visite prévue en Israël du Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Mankeur Ndiaye, l'annulation de la présentation des Lettres de créance de l'Ambassadeur du Sénégal en Israël, avec résidence au Caire ainsi que l'annulation des programmes de coopération de l'Etat d'Israël avec le Sénégal.

Le gouvernement sénégalais dit prendre acte de ces mesures et «tient à rappeler que le Sénégal, éga-

lement Président en exercice du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du Peuple Palestinien depuis sa création en 1975, a constamment soutenu, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies, la recherche d'une solution juste et équitable du conflit israélo-palestinien, qui consacre l'existence de deux États, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues».

In kozman pou la rout

« Donn konfitir koshon ! »

Kozman-la i étone amoin dopi lontan. Akoz ? Pars, étan pti, nou l'avé koshon la kaz mé moin la zamé vi in koshon manz la konfitir. Koshon sé in omnivore-li manz tout espès dé shoz - mé na dé shoz mi oi pa moin donn ali pou manzé, sé konfitir. Donk provèrb-la, vi ké sé in provèrb, i kol pa késtyonn son sans prop. Solman a bien romarké ni pé konprann kosa li vé dir. In l'ébzanzp : in zoli fiy, élégan, délika é tout, i san bon, maryé avèk in moun i koné pa viv. Demoun i di, sé la konfitir doné in koshon ! In n'ot l'ébzanzp : in gayar kaz, zoli karo, in bèl sal de bin épi in moun i rant la-dan avèk son gro soulyé bèrné èk la bou. Ala ankor in manyèr pou oir dann kèl ka I ansèrv kozman-la. Mi pans konm zot lé intélizans zot i pé trouv ankor inn-dé manyèr pou dékor nout kozman. Alé ! Astèr mi arète tèt-la, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Billet philosophique

Les dépenses militaires mondiales : un nouveau crime contre l'humanité ?

Voilà de quoi réfléchir ! Ce 20 décembre 2016, lors de la célébration de l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion en 1848, plusieurs personnalités réunionnaises ont lancé des appels à la vigilance sur les nouvelles formes de ce crime contre l'humanité aujourd'hui chez nous et ailleurs dans le monde.



Idriss Issop-Banian, président du GDIR.

Ce fut le cas, par exemple, de Mgr Gilbert Aubry, qui lors de sa traditionnelle messe du 20 décembre en l'honneur du frère Scubilion, un religieux anti-esclavagiste, a attiré l'attention sur « quatre formes d'esclavage moderne ». Il s'agit du « bruit », de la « surconsommation », de « l'impatience et la satisfaction immédiate des pulsions » et des « comportements magico-religieux ».

Parmi ces « comportements et manières de penser » qui font partie des « chaînes de l'esclavage aujourd'hui » dénoncées par l'évêque réunionnais, une « amie de la philo à La Réunion » nous a fait part de cette « folie » des 35 chefs d'État qui ce 24 décembre ont refusé de voter à l'Assemblée Générale des Nations Unies la résolution prévoyant de « faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire ». L'État français fait partie de ces opposants à la rédaction d'un Traité d'interdiction des armes nucléaires en 2017.

1 % des dépenses militaires mondiales pour les OMD

Cela est d'autant plus scandaleux, comme le dénonce un Mouvement de la Paix en France, que les dépenses militaires mondiales ont atteint des « records d'indécence » ces dernières années, avec 1.800 milliards de dollars en 2015. Or cette même année, « l'aide internationale pour les réalisations des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a atteint péniblement 20 milliards de dollars, soit seulement 1 % des dépenses militaires mondiales ».

Or les OMD concernent notamment « la lutte contre la faim dans le monde, contre la mortalité infantile, pour le développement de la scolarité au primaire et autre ». Et ces dépenses militaires des profiteurs pourraient éviter les famines qui tuent 1 enfant toutes les 7 secondes, en permettant aussi de « loger convenablement tous les sans domicile fixe qui couchent dans la rue et

tous les mal logés de la terre entière ». De ce fait, les dépenses militaires mondiales ne sont-elles pas un nouveau crime contre l'humanité ?

« Halte à la course au néant »

D'où l'importance de ces réflexions dont nous a fait part Élie Hoarau, le président du P.C.R. : « Nous devons dénoncer le recours à la force pour régler les conflits ; il faut causer avec leurs auteurs car, comme le dit le Pape François, il n'y a pas d'autre voie que la diplomatie ». Et comme le dit Jean Ferrat dans sa chanson « Paix sur terre », « Nous ne voulons plus de guerre - Nous ne voulons plus de sang - Halte aux armes nucléaires - Halte à la course au néant - Devant tous les peuples frères - Qui s'en porteront garants - Déclarons la paix sur terre - Unilatéralement ».

À noter aussi ces réflexions d'Idriss Issop-Banian, un autre grand penseur réunionnais, président du Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR) qui a transmis pour Noël ce message aux amis de son mouvement : « Beaucoup d'entre nous s'apprentent pour le réveillon. Nos amis chrétiens célèbreront Noël alors que nos amis juifs débiteront la célébration de Hanoukka qui dure huit jours. Les champions du sapin et les bougies de la ménorah vont se faire des clins d'œil. Chrétiens et juifs vont célébrer la victoire de la lumière et l'avènement de l'espérance. Que vos cœurs soient inondés de sérénité et de paix ! Soyons tous des artisans de paix et d'espérance »... face aux nouveaux crimes contre l'humanité.

Roger Orlu

Oté

Kriz dolo ! Kèl kriz ? In kriz i apèl désote lo pa d'port l'inkonpétans

Dann nout zournal yèr JB, dann son l'éditoryal la anparl la kriz dolo dann Mayotte : in vré kriz sète-la ! Konm d'abitid li la parl osi la sityasion dann nout péi La Rényon épi li la domann k'i port antansion pars nou osi ni pé z'ète ménasé par lo mank dolo. Pa konm Mayotte, mé kant mèm i fo port antansion é si gouvèrné sé prévoir, i fodré in bon gouvèrnans pou komansé.

Solman oïla, lo problèm lé pa parèy isi ké dann kanal Mozambik-l'androi Mayotte i lé. Pars isi, ou i trouv in pé partou dolo la pou koul an kantité dan la natir san ké lo bann sèrvs di konpétan i pran lo bann mézir k'i fo... Dann désèrtènn komine nana ziska karant pour san d'lo i shap avèk bann kanalizasyon san ké bann sosyété épi bann z'èlu i kass z'ot koko dsi problèm-la.

Arzout èk sa dolo la-ba Sint-Roz i koul an kaskade dan lo Por dopi dé z'ané é dé z'ané san ké sa i trakas lo bann sèrvs l'EDF, ni lo sèrvs dolo Konsèy départmantal, ni la popilasyon sof in bann l'èspri shagrin konm sète Justin. Sansa sète JB l'aprè di é rodi ké bann éstasyon l'épirasyonn d'lo, aprè an avoir bien nétoïye nout lo (mi di bien nout lo pars sé nou kliyan k'i pèye pou sa !) épi transform sa an lo pou binyé-lo d'bégnad, banna i di sa !- i zète sa dann la mèr ziska sète san mète o larz.

Mi arête la pou zordi, mé ni pé anparl ankor lo la plui i dégouline dsi nout bann toi san ké pèrsone i sousyé d'sa !

Alor si la télé i di dann nout zorèy aroz pi zardin, lav pi loto, pars na in kriz dolo é si par si par la i rouv dolo in foi par zour, la nuite ou sinonsa la zourné, sansa i koup dolo tazantan, la pa pars nou la poin d'lo, nou nana mèm pli k'i an fo. Donk la pa in kriz dolo, mé in kriz l'inkonpétans, in poin sé tou pars in pé partou dann nout péi lo bann dirizan la fine désote z'ot pa d'port l'inkonpétans, é oplis i ranpli z'ot kont la bank oplis z'ot koko i vien parès.

NB-Lo sèye d'inkonpétans, i di sa osi, lo prinsip lo Peter.

Justin